

Odin Pierre – CERI

pierre.odin@gmail.com

« Face à la barbarie du Capitalisme, nous répondrons par la Guerre Sociale »

Slogan imprimé sur les t-shirts officiels du Congrès 2013 de la Confédération Générale des Travailleurs de la Guadeloupe – CGTG

La place de la classe ouvrière dans la politique des syndicats en Guadeloupe : entre référentiel commun et appropriations concurrentielles

Introduction

Cette contribution se propose d'interroger les usages différenciés de la classe ouvrière, comprise en tant que référentiel idéologique et organisationnel, au sein des deux principales organisations syndicales guadeloupéennes : l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG)¹ et la Confédération Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (CGTG)². Notre travail procède tout d'abord d'un étonnement empirique : alors que de nombreux auteurs attestent de la disparition de la référence au groupe ouvrier ou s'interrogent sur les conditions organisationnelles de son maintien dans l'activité syndicale, la référence à la classe ouvrière demeure particulièrement présente dans les principales organisations syndicales guadeloupéennes – qu'il s'agisse des déclarations de principes, des textes d'orientation ou de congrès, du matériel de propagande, ainsi que des discours tenus par les militants dans leur activité syndicale ou à propos de l'action collective. Au-delà, cette contribution se propose de rendre compte du fait que la centralité de la référence à la classe ouvrière procède d'une originalité guadeloupéenne : celle d'univers de pratiques et de sens au sein desquels se déploie depuis les années 70 un syndicalisme marqué par une forte appétence contestataire et d'importantes logiques concurrentielles. Il faut donc s'interroger sur les appropriations différenciées et le sens – tant la signification que la direction – que l'action syndicale confère à la classe ouvrière, c'est-à-dire sur « le travail politique que réalise les syndicats pour réussir à dire et à incarner le groupe social des travailleurs [...] et pour définir les enjeux et les moyens légitimes de sa lutte. » (Bérout, 2014). Pour ce faire, cette contribution présentera des éléments relatifs aux trajectoires des porte-paroles et des dirigeants syndicaux et à la formation syndicale en Guadeloupe. Enfin, cette contribution tentera de montrer en quoi les usages du référentiel ouvrier et les registres de justification qui y sont adossés font partie de la politique des syndicats, et ne relèvent donc pas ni d'une forme de surenchère ouvrieriste, ni d'une forme d'autocensure qui séparerait action

¹ L'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe naît en 1973 à la suite des émeutes ouvrières et étudiantes de mai 1967, abondamment nourrie sur le plan des idées par l'imaginaire adossé à la guerre de libération algérienne et à la révolution cubaine. Suite à l'échec de la stratégie d'insurrection armée, les fractions les plus radicalisées de la jeunesse indépendantiste – étudiante et aussi ouvrière- vont faire le choix du syndicalisme pour « *démontrer dans la pratique les antagonismes économiques qui opposent les classes laborieuses au capitalisme et au colonialisme* ». D'abord largement influencée par le maoïsme et le tiers-mondisme, l'UGTG va connaître une implantation rapide dans le secteur cannier. Le syndicat continue de croître au cours des années 80, devenant la première organisation syndicale guadeloupéenne en nombre de militants, en termes de suffrage aux élections professionnelles. Et connaît ces dernières années un certain afflux militant du à son rôle dans la coalition LKP et à son porte-parole Elie Domota.

² La CGT Guadeloupéenne née en 1961, après s'être autonomisée de la CGT « française » avec qui elle maintient officiellement des liens de solidarité et d'entraide.

syndicale et activité protestataire de peur d'être perçus comme « trop politiques ». Au contraire, ces usages maîtrisés sont le produit d'un jeu d'interaction conflictuel plus subtil où les logiques concurrentielles se superposent aux orientations héritées du passé. Si chacune des deux organisations en appelle à la classe ouvrière pour renforcer son capital symbolique et sa position dans le champ, à partir du moment où son point de vue politique trouve les *conditions* pour être explicité dans l'espace public, cette évocation de la classe ouvrière rentre en tension avec la réalité pratique du fait syndical au sein d'un espace d'interdépendances, et participe d'une forme de renégociation permanente de ce qui relève de la politique du syndicat (Pénissat, 2005 ; Yon, 2014).

La référence à la classe ouvrière :

Les sociologues travaillant sur le monde ouvrier comme ceux qui travaillent sur le syndicalisme ont abondamment écrit sur les mécanismes d'invisibilisation et de dépossession de la classe ouvrière, critiquant notamment les biais de la sélection sociale de l'information par lesquels les classes populaires « sont parlées » (Bourdieu, 1977). Régulièrement pourtant, à la faveur de mobilisations ouvrières empruntant à des répertoires d'action plus radicaux que la manifestation ou la grève (lors des occupations ou des séquestrations pour le maintien d'emplois sur des sites particulièrement menacés et médiatisés), la classe ouvrière refaisait surface – bien ce soit le plus souvent pour confirmer le pronostic de sa disparition ou de son « archaïsme » sous couvert d'un traitement compassionnel (Bérout, 2010). Dans le même ordre d'idées, les commentaires émanant du monde journalistique et les comptes-rendus délivrés pendant la grève générale de l'hiver 2009 relataient surtout les perturbations de l'activité économique et les troubles sociaux – voire ethniques – causés par la mobilisation du collectif *Liyannaj Kont Pwofitasyon*. Au fur et à mesure du conflit, et parce qu'il apparaissait de plus en plus évident que la mobilisation et les revendications portées par le LKP étaient particulièrement populaires en Guadeloupe, des éléments portant sur les raisons de la vie chère et les problématiques sociales endémiques de l'île vinrent compléter les analyses portant sur les raisons du conflit. Pour autant, aucun média ne semblait porter attention aux différents syndicats qui composaient la coalition LKP. Quelques articles plus fouillés, comme celui du Monde Diplomatique³ évoquaient pourtant, quoique sur un ton quelque peu exotique, ce qui apparaissait plus comme une curiosité locale que comme une spécificité empiriquement vérifiable : les syndicats guadeloupéens parlaient – et parlent encore – de la classe ouvrière pour désigner le groupe des travailleurs mobilisés, qu'il s'agisse de défendre ou représenter les salariés ou de participer à un conflit social. Comme par enchantement, il existait en Guadeloupe et en Martinique une population et des classes sociales (qui plus est, des classes racialement structurées) dont un conflit social d'ampleur venait révéler l'existence agonistique, et il semblait bien que les organisations syndicales qui étaient parties prenantes du conflit s'appuyaient sur ces identités de classe et de race pour mobiliser, non sans succès, de larges franges de la population qui étaient descendues dans la rue.

³ Dans l'article de François Ruffin publié dans *Le Monde diplomatique* à propos du mouvement guadeloupéen, on retrouve ces éléments marquant la préservation d'une grille de lecture en termes de classe, évoqués par les acteurs comme l'un des moteurs de la conflictualité insulaire : « *Sa fillette sur les genoux, M. Olivier Méri parle de « lutte de classes » et d'« action de masse », du sorbet à la goyave plein la bouche. Des termes périmés, en métropole. Pas ici, au bord de la mangrove — le marais côtier planté de palétuviers. Pas aujourd'hui, en ce samedi d'août où les pompiers de l'aéroport fêtent leur victoire. Un « midi-minuit », douze heures de zouk à fond et de plats maison (gratin de christophines — sorte de courgettes —, riz forcément créole, mangues à volonté) pour récompenser six mois de grève en continu — avec occupation de la chambre de commerce et d'industrie (CCI), recours au tribunal administratif, médiation du préfet.* ». Ruffin François., « Une flammèche obstinée a embrasé la Guadeloupe », *Le monde diplomatique*, Novembre 2009.

Au prime abord, insister autant sur le rapport à l'idéologie des acteurs contestataires dans le cadre de l'étude ethnographique place le chercheur face à un risque : celui de la réification d'un certain nombre de pratiques et de représentations sous l'égide d'un corpus idéologique qui produit sa propre justification. En effet, les acteurs syndicaux ont souvent tendance à se justifier à posteriori de leur façon d'agir et de penser en se conformant à la doctrine officielle de l'organisation (qu'il s'agisse de principes issus du marxisme ou de l'indépendantisme politique), c'est-à-dire à présenter ces façons d'agir et de penser comme cohérentes avec la ligne de l'organisation dont ils sont membres et dont ils sont – ou se perçoivent comme – les représentants. On observe également une tendance à critiquer ou à invalider les activités des autres organisations par le biais de la disqualification idéologique. Pour le dire vite : les rapports entre organisations sont aussi décrits et envisagés sous l'angle de divergences d'ordre idéologique ou doctrinales. Toutefois, qu'il s'agisse de motivations expressément idéologiques ou de souvenirs de luttes, c'est bien au travers d'un prisme idéologique, d'une grille de lecture politique héritée du passé – et, probablement, maintes fois « reconstruite » – que les acteurs présentent leur engagement. S'intéresser à la place qu'occupe la classe ouvrière pour les organisations guadeloupéennes permet de se familiariser avec un monde de pensée organisationnel et doctrinal dans une perspective historique, alors même que les mobilisations de 2009 ont été un véritable bouillonnement qui a largement dépassé les organisations syndicales, politiques, ou associatives, et de souligner la spécificité de cet univers militant.

Loin de se donner à voir sous une forme résiduelle ou anecdotique, la référence à la « classe ouvrière » apparaît tout à fait centrale dans l'activité déployée par les organisations dominantes dans le champ syndical en Guadeloupe – des organisations qui se sont, par ailleurs, trouvées aux avant-postes du vaste mouvement de contestation impulsé par la coalition LKP. Il faut d'abord comprendre que la référence à la classe ouvrière est omniprésente dans le dispositif mis sur pied par des organisations telles que l'UGTG ou la CGTG : on la retrouve de façon explicite dans les déclarations de principe des organisations, le matériel militant destiné à la formation des cadres et des militants ou dans la propagande syndicale, dans les mots d'ordre, les slogans, les inscriptions sur les banderoles, les vêtements militants ou plus rarement sous forme de graffitis. Au-delà, nous avons pu constater, à de nombreuses reprises, à quel point l'existence de la classe ouvrière était mobilisée par nos enquêtés pour justifier de l'orientation des organisations auxquelles ils appartenaient et la légitimité de leur engagement. Pour nombre de ces militants, lutter pour et avec la classe ouvrière, invoquer son existence, s'adresser à elle, etc. représentent autant de repères qui balisent le chemin de l'engagement et confèrent un sens à la politique et au syndicalisme. Il ne faut pas, pour autant, penser que la classe ouvrière constituerait une sorte de totem symbolique, qui serait inamovible ou monolithique et dont la nature ou la composition ne seraient pas l'objet de questionnements et d'interrogations. Au contraire, c'est précisément parce que la définition de la classe ouvrière – entendue comme groupe social mobilisable – ne va pas de soi que nombre de syndicalistes interrogés se sentent obligés de lui donner un sens en précisant sa définition dans le but de la *faire exister*.

Par conséquent, la notion d'ouvriérisme doit être entendue comme l'ensemble des pratiques et des discours qui confèrent au référentiel ouvrier une importance centrale, et à l'aune desquels on peut rendre compte d'un monde de pensée cohérent et structurant pour l'action syndicale. Par là-même, la notion d'ouvriérisme doit permettre d'appréhender les configurations dans lesquelles se déploie l'action syndicale et d'attester, d'une part, du degré d'autonomie des différentes organisations mais également des interdépendances existantes. Car si la référence à la classe ouvrière permet d'abord aux acteurs syndicaux de penser les conflits au travail comme des luttes de classe – donc, de faire valoir un projet politique de transformation sociale au cœur de l'action syndicale, cette référence permet aussi de rendre compte des différentes formes

d'organisation communautaire que les acteurs syndicaux cherchent à maintenir ou à renforcer, à la fois matériellement et symboliquement.

L' « ouvriérisme » en Guadeloupe : sociogénèse d'une notion politique

Un premier trait singulier de ce rapport à la classe ouvrière s'explique par les trajectoires qu'ont empruntées les militantes et les militants aujourd'hui en charge de diriger ou d'animer les équipes syndicales. Pour nombre d'entre eux, la longévité de leur militantisme politique et syndical (qui remonte fréquemment aux années 1970 voire 1960), très souvent marqué par des appartenances antérieures à des organisations politiques anticolonialistes à la gauche du Parti Communiste, a favorisé la consolidation d'une identité commune mêlant, de façon intrinsèque, une forme de croyance en l'existence de la classe ouvrière et une attention soutenue portée à la compréhension des rapports sociaux de classe et de leurs évolutions – le plus souvent, d'un point de vue marxiste. Cette matrice anticolonialiste aux déclinaisons idéologiques et organisationnelles variées (organisations indépendantistes, nationalistes, tiers-mondistes, trotskistes et maoïstes) continue d'irriguer les cultures organisationnelles, les pratiques militantes et explique pour partie la généalogie du référentiel ouvrier que nos enquêtés semblent posséder en commun.

Un attachement générationnel

Pour la génération militante des années 70, souvent issue de la petite bourgeoisie intellectuelle, la perception de la classe ouvrière s'est construite à la fois individuellement et collectivement, dans l'expression principielle d'une relation de solidarité souvent présentée comme « indéfectible », tout en étant régulièrement questionnée par le fait que les acteurs de cette période n'étaient pas issus des classes populaires. Les diverses tentatives d'implantation parmi les ouvriers de la canne au début des années 70 opérées par des militants étudiants en Guadeloupe et en Martinique, hors du contrôle qu'exerçaient jusqu'alors les partis Communistes locaux, ont largement contribué à façonner ce rapport ambivalent à la classe ouvrière, plus souvent questionné par les évolutions des contextes et des opportunités politiques que par les acteurs syndicaux eux-mêmes. En particulier, pour nombre de militantes et de militants qui s'étaient projetés dans l'immédiateté d'une révolution nationale durant les années 70, les années 80 et 90 s'apparentent à une « gueule de bois » militante – pour parler comme Doug McAdam – qui vient questionner la cohérence d'un militantisme dont l'efficacité performative reposait principalement sur le fait que les acteurs engagés dans le mouvement anticolonialiste se percevaient eux-mêmes comme une avant-garde.

Il faut ensuite comprendre l'attachement symbolique à l'idée de classe ouvrière comme une forme de médiation idéologique et organisationnelle permettant aux militants de « tenir bon » et d'envisager la transition vers le monde syndical : à partir des années 1980, il devient d'autant plus important de maintenir le référentiel de classe ouvrière que celui-ci justifie une migration vers des appareils syndicaux jusque-là critiqués pour leurs orientations réformistes ou leur opposition à l'indépendance. A mesure que les militants issus des gauches indépendantistes et révolutionnaires se tournent - parfois à contrecœur - vers les organisations qui devenaient pour eux des structures de rémanence (Taylor, ; Johsua, 2007), permettant de continuer à occuper leur « juste place » de dirigeants dans la hiérarchie et de faire fructifier leur capital militant, le champ syndical devient le réceptacle des identités contestataires forgées durant les années 1960 et 1970 et, par là-même, transposer un espace de concurrence et d'interdépendances qui préexistait à cet engagement syndical. Privées de la superficie politique qu'elles occupaient auparavant du fait du reflux de la conflictualité sociale, mais conscientes de l'opportunité qui

se présente avec le déclin du Parti communiste dont l'écosystème politique semble s'effondrer, les organisations politiques indépendantistes telles que l'Union des Patriotes Guadeloupéens ou les partis trotskistes tels que Combat Ouvrier ou le Groupe Révolution Socialiste entreprennent un travail volontariste d'implantation et de structuration syndicale. Les années 70 sont donc marquées, en Guadeloupe, par des luttes importantes dans le secteur cannier. Traditionnel bastion du Parti Communiste, le terrain de la canne – et, plus généralement, celui des exploitations agricoles – est progressivement investi par des militants indépendantistes, maoïstes et trotskistes :

« Nous nous affrontions sans cesse avec les militants nationalistes, qui défendaient l'intégration des paysans de la canne à la révolution nationale, et qui mettaient en œuvre une perspective nationaliste-bourgeoise. Pour nous, à Combat Ouvrier, la lutte sur les exploitations occupées devait être dirigée par les travailleurs eux-mêmes et non de l'extérieur. Il fallait développer un système coopératif qui permette de faire émerger une solidarité ouvrière et pas seulement de produire, produire, produire. Il fallait que les travailleurs apprennent à se passer du béké, à s'organiser sans lui. Il n'y avait pas de solution intermédiaire, il fallait que ces travailleurs prennent le pouvoir, en tous cas c'est ce qu'il fallait impulser. »⁴

Ainsi, malgré leurs incertitudes quant au fait de parvenir à « contrer les bureaucraties stalinienne », et malgré leur volonté de maintenir une apparition proprement politique – notamment en se présentant aux élections –, cette façon de diffuser les idées défendues par Combat Ouvrier au sein de la CGTG a fini par être reconnue en tant que telle par l'organisation et ses responsables, qui demeurent soucieux de « garder un pied » dans les luttes des salariés. Le militantisme syndical devient, par défaut, la préoccupation centrale de nombreux militants révolutionnaires, soucieux d'investir ou de conserver des « cadres de masse » pour continuer à donner un sens à leur militantisme :

« Au début de Combat Ouvrier, on commence à éditer des bulletins d'entreprise. On a des contacts ponctués de batailles, d'affrontements parfois physiques avec les militants nationalistes qui ne voulaient pas... Qui voulaient nous empêcher d'exister. Et donc et des périodes assez... Tout le temps des menaces, des menaces de mort et des calomnies sur nous. Mais bon on a tenu le coup. [...] On avait notamment un camarade dans la banane qui s'appelait Roland Christophe. Et lui nous avait mis en contact avec tous ses camarades de la banane. Et dans la banane on a commencé à faire un travail d'implantation, contre le parti communiste qui n'était pas le parti qu'on connaît maintenant : à l'époque c'est un parti de type stalinien. Donc ils avaient un certain nombre de méthodes apprises à Moscou, des méthodes stalinienne. Et dans la banane il y avait des bonzes syndicaux qui faisaient la pluie et le beau temps. Des bureaucrates quoi. C'était la CGT qui tenait la banane. Et nous, nous avons décidé, après avoir fait une tentative infructueuse de créer un syndicat, nous avons décidé de changer de tactique de faire en sorte que nos militants militent à la CGTG. [...] Ça arrive dans les années 1973-1974. »⁵

Une sélection ouvriériste des dirigeants syndicaux ?

Si nombre de militants âgés continuent d'animer des équipes syndicales, il faut aussi comprendre que ces « gardiens du temple » ont pu jouer un rôle de passeur décisif dans la formation idéologique des militants plus jeunes qui n'avaient pas pris part à la conflictualité des années 70, au cœur de la période du reflux militant des années 80. Cette formation idéologique et politique se révèle d'autant plus efficace dans la consolidation des orientations défendues que l'investissement déployé – et parfois les risques pris dans les activités clandestines – a eu pour effet de rendre ces deniers indispensables au fonctionnement des

⁴ Entretien avec Max Céleste, membre fondateur et dirigeant historique du groupe Combat Ouvrier, février 2012.

⁵ Idem.

organisations, et leur ont donné pignon sur rue pour sélectionner les futurs responsables syndicaux et favoriser leur ascension au sein de l'organisation.

Dans le cas du syndicalisme indépendantiste, si la doctrine officielle de l'organisation met en avant le fait que le syndicat se suffit à lui-même, l'UGTG tisse depuis de nombreuses années un maillage étroit de solidarité dans les associations culturelles qui défendent et promeuvent l'identité Guadeloupéenne. La trajectoire d'Elie Domota, secrétaire général de l'UGTG et porte-parole du LKP, illustre de façon assez éloquente cette inscription de l'UGTG dans des réseaux de sociabilité qui ne sont pas directement liés à l'activité syndicale, mais au projet politique indépendantiste. Nous pouvons avancer l'idée que le recrutement de l'UGTG s'opère notamment à travers les rapports de proximité entretenus avec les militants associatifs. Il apparaît que cette façon de mettre en avant l'investissement dans les structures associatives comme intrinsèquement complémentaire de l'engagement syndical, c'est-à-dire comme participant de la cohérence et de la légitimité d'un même registre d'intervention, est l'une des caractéristiques principales du « milieu syndical » l'UGTG-iste. Issu d'un quartier populaire de Bas du Bourg à Basse-Terre, il a effectué ses premières armes à la fois au sein du groupe culturel GwaKilti, une annexe du collectif *Bijengwa (Bik en Jenès Gwadeloup)* – « Maison de la Jeunesse Guadeloupéenne ») et des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes. Ce n'est qu'après des études en France, où il continue d'animer des associations d'étudiants antillais, qu'il retourne travailler en Guadeloupe et se syndique à l'UGTG dont il gravit les échelons :

« Comment vous avez commencé à militer ?

Moi j'ai commencé à militer dans un groupe qui avait une vocation culturelle. [...] Quand j'étais plus jeune, j'ai été membre des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes, je me rappelle très bien de ça, et plus tard j'ai été à l'Union des Etudiants Guadeloupéens. Je faisais aussi partie d'une association qui s'appelait Gwakilti, à Bas-du-Bourg à Basse-Terre. L'association était affiliée à Bijengwa (Bik an jenès Gwadeloup), pour la promotion de la culture guadeloupéenne, la défense de l'intégrité et de la souveraineté guadeloupéenne, de l'identité guadeloupéenne, de la nation guadeloupéenne. Depuis très jeune je fréquente un milieu qui se préoccupe des problématiques économiques, sociales et culturelles de la Guadeloupe. »⁶

Le cas de Jean-Marie Nomertin est un bon exemple de la façon dont l'effort d'implantation de Combat Ouvrier se traduit par l'obtention de postes dans la hiérarchie décisionnelle de la CGTG. Issu d'une famille de travailleurs agricoles de la région de Capesterre-Belle-Eau, il s'est d'abord tourné vers les associations culturelles indépendantistes, avant d'adhérer à Combat Ouvrier. L'organisation lui a alors intimé de se syndiquer à la CGTG. Ce faisant, il s'est progressivement imposé, dans le secteur de la banane, gravissant à la fois les échelons qui l'ont mené à devenir un responsable syndicaliste et le leader de l'organisation trotskyste :

« J'ai été élevé sur une plantation. Mes parents étant également travailleurs agricoles dans la banane près de Capesterre. Et puis, il y avait une tradition militante. C'est assez drôle, quelque part, parce que mon oncle a été l'un des premiers dirigeants de l'UGTG. Moi-même, lorsque j'ai commencé à prendre conscience de la nécessité de s'organiser, j'étais proche des nationalistes. J'étais déjà proche des luttes, du mouvement des travailleurs. Car même si mes parents n'étaient pas particulièrement militants, j'ai connu les grandes grèves du secteur de la banane. Des grèves très longues, très dures ! J'ai connu ça, les gens qui veillent pour défendre les piquets de grève, être prêts à riposter si la police arrivait. Et puis, je me suis rapproché des militants. D'abord, des nationalistes. Parce que c'était avant tout ce milieu nationaliste qui organisait les jeunes.

⁶ Entretien avec Elie Domota, février 2012.

-Avec « Bijengwa⁷ » ?

- Oui, avec des structures comme *Bijengwa*. Mais petit à petit, j'ai rencontré des militants ouvriers, des militants qui construisaient un parti révolutionnaire, Combat Ouvrier ! Je les ai trouvés... comment dire ? C'était plus sérieux, plus conséquent. Parce que les nationalistes sont présents, c'est vrai ! Ils ont également des militants qui sont au côté des travailleurs. Mais il y a toujours des ambiguïtés avec les nationalistes : peut-on faire grève si le patron est un Guadeloupéen ? Avec Combat Ouvrier, c'est clair et net ! C'est une option de classe pour le pouvoir aux travailleurs ! »⁸.

L'UGTG de l'ouvriérisme au nationalisme : entre dogmatisme principiel et éclectisme pratique

L'UGTG, principale organisation indépendantiste en Guadeloupe, mobilise l'idée de classe ouvrière dans une définition particulièrement extensive. D'un point de vue politique, d'abord, puisque l'idée de « classe ouvrière guadeloupéenne » et celle de « peuple guadeloupéen » ou de « nation guadeloupéenne »⁹ se voient inextricablement mêlées dans une perspective historique qui associe lutte des classes et lutte de libération nationale. Ainsi, si la classe ouvrière et paysanne demeure le référentiel central de l'UGTG¹⁰, censée être sa base de recrutement et son domaine de syndicalisation prioritaire, cette vision extensive de la classe ouvrière compose avec le projet de syndicalisme intégral de l'UGTG, qui donne la priorité à la lutte politique pour l'indépendance, accepte dans ses rangs tous ceux qui s'estiment « victimes du colonialisme » et tisse autour d'elle un étroit maillage militant prêt à se mobiliser à ses côtés. Dans, les faits, la classe ouvrière fait alors office de support d'identification permettant le déploiement d'un projet d'unification nationale, permettant symboliquement de tenir à distance les élites économiques et politiques (telles que le grand patronat béké, élus locaux, le préfet et hauts-fonctionnaires) et de faire face à l'hétérogénéité des identités socio-professionnelles présentes au sein de l'UGTG – y compris, on le verra, lorsqu'il s'agira du petit patronat local.

Le « style » et la « méthode » de l'UGTG

Le 24 avril 2014, nous avons rendez-vous au local de l'UGTG à Basse-Terre pour la permanence hebdomadaire de l'organisation. Avant le début de la réunion, on nous communique un document intitulé « *Organisation, style et méthodes d l'UGTG* »¹¹, frais émoulu du dernier congrès de l'organisation. Il s'agit de la feuille de route transmise aux cadres de l'organisation syndicale durant leur formation. Le document semble singulier à plus d'un titre. Premièrement, on nous avertit de son caractère secret, précisant non-seulement « qu'il est destiné à usage interne », mais également « *qu'il contient des informations sur le fonctionnement de l'UGTG qui ne doivent pas tomber aux mains des autorités* ». Une telle précaution illustre une attitude assez fréquente de la part l'UGTG : si cette appréhension peut sembler disproportionnée eu égard au caractère relativement général du document en question, et compte-tenu du fait que les services de renseignements policiers ont probablement

⁷ Pour *Bik en Jenès Gwadeloup* – « Maison de la Jeunesse Guadeloupéenne », association d'éducation populaire à vocation culturelle très active en Guadeloupe de la fin des années 1970 à la fin des années 1980.

⁸ Entretien avec Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG, mars 2012.

⁹ On peut noter, par ailleurs, que la « bourgeoisie » et le colonialisme français sont également renvoyés dos à dos dans le même geste.

¹⁰ Nous précisons « ouvrière et paysanne » pour rappeler le projet originel de l'UGTG, privilégiant l'organisation d'une lutte agraire pour démontrer en pratique les antagonismes opposants les travailleurs aux classes dominantes dans les pays dit « arriérés ».

¹¹ Les citations présentées en italique dans cette sous-partie sont issues des passages recopiés de ce document.

connaissance des modes opératoires du syndicat, la précaution contre toute forme de répression fait toujours l'objet d'une forme de rappel à l'ordre symbolique. On peut même parler, vis-à-vis de nous, d'un comportement ostensiblement précautionneux qui contraste avec le déroulement informel de la réunion, largement ponctuée de plaisanteries et, ce soir-là, particulièrement conviviale et bienveillante à notre égard. D'ailleurs, après qu'on nous ait laissé un certain nombre de notes – partiellement retranscrites ici, on veillera à nous reprendre le document.

Plus étonnant encore : le contenu du document semble tout droit sorti des années 60 – que l'on regarde au vocabulaire employé, aux références politiques qui y sont maniées ou au ton « martial » employé. Le document s'ouvre sur le titre « *L'UGTG, un syndicat anti-impérialiste et antirévisionniste* ». On remarquera l'occurrence du terme « anti-impérialiste » au sens léniniste, référence centrale dans les organisations se réclamant traditionnellement des luttes de libération nationale. Plus intéressant encore, l'emploi du terme « antirévisionniste » qui possède ici une sémantique duale. Si, en règle générale, le terme « révisionniste » renvoie à un vocable maoïste¹² visant à discréditer les opposants au marxisme-léninisme – y compris dans sa version stalinienne, le terme est utilisé par l'UGTG pour stigmatiser tous ceux qui ne partagent pas sa vision de l'esclavage ou de la colonisation en Guadeloupe. La première page est d'ailleurs consacrée à Victor Schoelcher et à son rôle dans l'affranchissement des esclaves, dont la mise en avant historique aurait pour fonction d'occulter la place des révoltes d'esclaves et le rôle joué par les « marrons » fugitifs, en mettant en avant des personnalités historiques conformes à un imaginaire assimilationniste associant la marche de la République française à l'émancipation des esclaves¹³.

Mais c'est le détail des recommandations prodiguées qui attire le plus l'attention. D'abord, il est rappelé qu'en tant que syndicat « *de classe et de masse* », le recrutement de l'UGTG est « *avant tout prolétarien* ». Le champ de syndicalisation de l'organisation – pourtant large et extensif au vu des domaines d'activité et des registres socio-professionnels qu'il recouvre – est évoqué en des termes explicitement marxistes : l'UGTG étant favorable à syndiquer « *des travailleurs prolétaires, des ouvriers, des paysans, des travailleurs intellectuels et des membres de la petite bourgeoisie* » tant que ces derniers « [...] *acceptent de s'associer à la lutte contre l'Etat colonial* ». Il est également précisé que l'UGTG se veut un syndicat à l'éthique prolétarienne. A ce titre, il est précisé que les dirigeants de l'organisation « *sont, et doivent demeurer des travailleurs à la base avant tout* ». Le syndicat avance également l'idée que « *les travailleurs doivent s'organiser par secteur* » et combattre le principe de délégation, au nom de la lutte contre la bureaucratisation, contre le syndicalisme « *vendu aux puissances* ».

¹² Atrick Kessel

¹³ Voir de Yarimar Bonilla, qui traite du syndicalisme indépendantiste porté par l'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens, organisation sur laquelle elle travaille depuis de nombreuses années. Elle propose ici une anthropologie des pratiques syndicales de l'organisation indépendantiste, évoquant l'existence de formes de résistance « indigènes » très anciennes remontant à la période de l'esclavage, et formulant l'hypothèse selon laquelle la cessation d'activité et les autres modalités de l'action collective contemporaine emprunteraient notamment au « marronnage » – pratique par laquelle on désignait les fugitifs des plantations – et aux révoltes d'esclaves. Une piste d'investigation directement aux prises avec le discours militant porté par les intéressés, qui sont prompts à revendiquer une forme de filiation entre résistance à l'esclavage et une pratique syndicale d'insubordination – en ce sens qu'elle touche aux fondements des rapports salariaux de domination auxquels il convient d'ajouter, dans le cas de la Guadeloupe, les rapports coloniaux. Cependant, ce travail mérite également d'être questionné par le fait qu'il existe, de longue date, des organisations ouvrières guadeloupéennes s'inspirant des organisations métropolitaines et possédant un fonctionnement similaire au leur. On pourrait, à titre comparatif, postuler une évolution symétrique des répertoires d'action entre la métropole et les Antilles, au moins en ce qui concerne la cessation d'activité ou les manifestations. Ces deux approches demandent donc à être croisées sans forcément accorder *a priori* de primat à leur potentiel interprétatif quant à la caractérisation des répertoires d'action en Guadeloupe.

colonialistes » et, enfin, contre la déconnexion des directions syndicales avec la base. Le bagage théorique est complété par une présentation des « modes opératoires de l'UGTG ». Ces modes opératoires doivent être « *guidés par l'action de classe* » et il est, en outre, écrit noir sur blanc que les syndicalistes UGTG doivent être prêts à combiner action légale et action illégale. C'est-à-dire être capables d'« *user de tous les recours légaux possibles sans rester prisonnier du jeu de la légalité bourgeoise* ». Si cette définition floue des frontières entre légalité et illégalité laisse la porte ouverte à diverses interprétations, elle entérine en revanche la légitimité des actions de blocage, des occupations, voire des séquestrations ou des actions de sabotage auxquels se livrent parfois les syndicalistes de l'UGTG en période de conflit¹⁴.

Partant du principe que l'ensemble des prises de position énoncées dans ce document font partie intégrante de la formation UGTG-iste et servent de lignes directrices du syndicat, il faut confronter ces postulats aux divers aménagements pratiques auquel le syndicat se livre pour continuer à maintenir une telle orientation dans le champ syndical et au sein de l'espace des mouvements sociaux. Parce que cette mise en avant du référentiel ouvrier ne va pas sans contradictions, il est d'autant plus intéressant de voir les usages qu'en font les responsables syndicaux à travers des discours, des prises de positions particulières qui permettent de faire face à ces contradictions.

Des usages gestionnaires de l'ouvriérisme

L'ouvriérisme de l'UGTG s'exprime d'abord dans un registre d'autolégitimation qui tend à faire prévaloir l'investissement du syndicat dans le champ des luttes sociales plutôt que d'obtempérer face à différents dispositifs de concertation et de médiation institutionnelle. En effet, l'UGTG se perçoit comme le catalyseur de la colère populaire à l'encontre du patronat ou des élus, mais également comme le dépositaire d'une parole ouvrière et populaire, d'un certain nombre de problématiques endémiques de la société Guadeloupéenne qui requièrent son intervention. De fait, l'UGTG et ses membres se présentent souvent comme la seule force authentiquement contestataire et, par là-même, la seule habilitée à s'exprimer au nom des Guadeloupéens victimes du colonialisme. Cette façon de s'ériger de manière unilatérale en contre-pouvoir local découle de la vocation hégémonique du syndicat – à la fois vis-à-vis des autres organisations syndicales et, plus généralement, au sein de l'espace des mouvements sociaux. En outre, la volonté de l'UGTG d'établir des filiations héroïques à travers une forme spécifique de mise en récit mémorielle qui associe symboliquement les résistances et les luttes anti-esclavagistes, les luttes ouvrières passées et le combat indépendantiste contemporain participent de ce registre de légitimation de l'organisation. Les membres de l'UGTG se voient

¹⁴ Régulièrement accusée d'être une organisation violente, l'UGTG ne semble s'accommoder de façon ambivalente des allégations portées à son encontre. Dans les faits, le syndicat ordonnance et régule l'usage de la violence, qui s'exerce d'abord à l'encontre des biens ou de façon symbolique que contre des personnes. Si les dégradations de biens publics ou privés, les graffitis sont monnaie courante lorsque le syndicat se voit engagé dans un conflit médiatisé, l'UGTG tient plus à montrer sa capacité à exercer la violence qu'à en faire véritablement usage. Le service d'ordre de l'organisation, qui s'appuie sur une discipline presque militaire, agit généralement sans zèle manifeste dans le cadre de manifestations – d'autant que sa réputation, bâtie sur des coups d'éclat lors d'affrontements avec la police, des fermetures forcées de commerces et des actions de blocage est suffisamment tenace pour tenir ses opposants à bonne distance. Les dirigeants du service d'ordre sont le plus souvent des militants historiques de l'organisation, habitués du « coup de main » ou d'anciens militants de la clandestinité durant les années 80, et ses membres des agents de sécurité ou des vigiles de la grande distribution issus du secteur « Sécurité » du syndicat. C'est encore une fois l'idée qu'il faut se montrer exemplaire dans la façon de performer le répertoire contestataire, y compris lorsque les dirigeants du syndicat estiment que le profil de la mobilisation doit gagner en radicalité pour que le point de vue de l'UGTG puisse trouver les conditions de son explicitation dans l'espace public.

inculqués une histoire de la Guadeloupe qui est avant tout le produit des historiens patriotes¹⁵ engagés dans la mouvance nationaliste, et dont la vulgarisation s'opère par le biais de la formation syndicale - censée fournir un travail d'éducation ouvrière et lutter contre le révisionnisme de l'histoire officielle. Une nouvelle fois, il convient de noter que cette culture UGTG-iste relève de la compréhension des enjeux historiques et se focalise particulièrement

« N'importe qui peut venir voir l'UGTG s'il a un problème avec son employeur. *Même un Français, même un Haïtien*¹⁶. Nous défendons les travailleurs, ou nous voyons ce que nous pouvons faire pour lui, sans discrimination. Après, être adhérent à l'UGTG, c'est autre chose, il faut adhérer à la politique de l'UGTG. Par forcément être pour l'indépendance, on sait bien que les gens ne sont pas spontanément pour l'indépendance. Mais, par exemple, un homme ou une femme qui veut adhérer, on lui dit de venir à trois réunions, où il reçoit une formation syndicale et on lui explique en quoi consiste le syndicalisme à l'UGTG. On lui explique quels sont ses droits en tant qu'adhérent, mais aussi ses devoirs : ce que l'on peut faire et ne pas faire. C'est très important ! Les gens sont libres de rester ou de partir, mais s'ils veulent faire partie de l'UGTG, ils savent à quoi s'en tenir. »¹⁷

De la même manière, la façon que possède l'UGTG de lier ce qui relève du populaire et du national concourt à la production d'une représentation en partie essentialisée du peuple guadeloupéen, celle d'un peuple « combattant », « résistant », « orgueilleux », soit des valeurs de combativité qui sont toujours présentées par l'organisation comme intrinsèquement nationales *et* prolétariennes :

Par exemple...par rapport à cette image d'indépendantiste qui est un peu agitée comme un épouvantail par le patronat, le pouvoir politique, comment ça se fait que cette fois-là ce discours n'ait pas pris ? Et comment ça se fait que les gens aient mis en cause le discours sur la dépendance ?

Ça ne prend jamais. Il faut savoir que la très grande majorité des Guadeloupéens ne sont pas d'accord avec l'indépendance. Mais le Guadeloupéen a une fierté. C'est-à-dire que quand il voit qu'il est en difficulté, lui ou ses proches, ses collègues, alors il s'en prend systématiquement à la France, et à ses représentants. Donc, c'est ce qui fait que la même personne qui te dit qu'elle est opposée à l'indépendance te dit aussi qu'on mériterait d'être indépendant pour mettre un terme à certains problèmes. Quand les choses ne marchent pas, le Guadeloupéen il dit : « Mais où sont les indépendantistes ? »¹⁸

Si l'argument avancé par Raymond Gauthiérot relève d'une interprétation partisane aux accents culturalistes qui vise à légitimer le projet indépendantiste, il pointe l'ambivalence de nombreux Guadeloupéens qui, sans nécessairement adhérer au discours du syndicat sur l'indépendance, s'adressent à l'UGTG lorsqu'un contentieux ou un litige se fait jour sur leur lieu de travail, ou même pour dénoncer certaines insuffisances des politiques locales (retard dans les travaux d'aménagement, non-ramassage des ordures, hausse du prix des loyers, absence de transports collectifs, etc.). Il apparaît ainsi que l'UGTG constitue un recours pratique, et relève d'une logique pragmatique de défense des droits des salariés, mais également des usagers ou des consommateurs. En effet, forte de son implantation dans 23 secteurs socioprofessionnels et de ses 7000 adhérents, l'UGTG est parfois la seule organisation syndicale dont peuvent se saisir les salariés sur leur lieu de travail. Or, l'UGTG est consciente de la nécessité d'accomplir ces tâches quotidiennes de « recours pratique », sous peine de voir sa vocation tribunicienne se réduire à la production d'un discours purement incantatoire.

¹⁵ Parmi lesquels des historiens tels que Carlomane Bassette ou Rayond Gama, militants actifs du mouvement « Nonm », considéré comme la branche « radicale » du mouvement patriotique guadeloupéen, janvier 2012.

¹⁶ Souligné par nous.

¹⁷ Entretien avec Jean-Yves, militant Union des Travailleurs Communaux -UGTG à Basse-Terre, mars 2012.

¹⁸ Entretien avec Raymond Gauthiérot, ancien secrétaire général de l'UGTG, février 2012.

Un ouvriérisme extensif ?

L'idée construire un contre-pouvoir dans le cadre de la marche vers l'indépendance est, en réalité, indissociable d'une logique de contrôle et de « bonne gouvernance » promue par l'UGTG. Cette logique gestionnaire, dont on va voir qu'elle s'appuie malgré tout sur un référentiel ouvrier, ne se limite pas aux directives adressées aux responsables syndicaux ou aux syndicalistes de la base. Elle peut également prendre la forme d'une interpellation du petit patronat local, voire d'une injonction à ce que ce dernier se conforme à la vision défendue par le syndicat. Dès lors, cette forme d'ouvriérisme ne repose pas tant sur l'idée d'une défense exclusive des intérêts matériels et moraux des travailleurs que sur une forme de mise en capacité collective, instituée et coercitive, qui établit un rapport de force auquel les dirigeants d'entreprises ou les élus se voient forcés de se soumettre. Il n'est pas rare que l'UGTG mette en place, dans le cadre de conflits opposant des salariés à leur employeur, son propre dispositif de médiation en interne plutôt que d'engager publiquement une mobilisation. Convoquer le patron fautif qui déroge au droit du travail ou refuse une augmentation, le confronter aux dires du salarié et le mettre face à ses responsabilités d'employeur, exercer sur lui certaines formes de pression sont autant d'éléments qui caractérisent le répertoire d'action du syndicat en privé. Ainsi, il n'est pas rare que l'UGTG s'adresse de façon directe à un employeur ou à un responsable hiérarchique en lui rappelant ses obligations, non seulement du point de vue du respect du droit du travail ou de la législation, mais également en invoquant une forme de responsabilité qui incombe aux Guadeloupéens, c'est-à-dire une forme d'exemplarité ou de respectabilité exigible de la part d'un salarié guadeloupéen envers un patron guadeloupéen. Faire entendre raison au patron sur la base d'un argumentaire patriotique est ainsi présenté par l'UGTG comme un moyen de donner raison au travailleur en dernière instance :

« Cela se passe comme ça, parfois, il suffit de faire venir le patron à l'UGTG. Il y a des patrons qui ne respectent pas le code du travail et des salariés qui ne connaissent pas le droit du travail. Cela donne lieu à des situations où chacun essaye d'obtenir ce qui est bon pour lui. Et, parfois, il faut rappeler l'employeur à l'ordre, lui rappeler qu'il a des responsabilités en étant patron dans ce pays. »¹⁹

Dans le cas de l'UGTG, on l'a vu, le syndicat s'érige volontiers en représentant du peuple guadeloupéen, y compris dans une vision interclassiste. Lorsque le référentiel ouvrier n'est plus suffisamment lisible ou que son usage s'avère trop délicat à mettre en avant, c'est la question de la souveraineté du peuple guadeloupéen qui le remplace face à l'Etat colonial ou au grand patronat - d'où une rhétorique qui s'appuie sur des montées en généralité « systémiques » concernant la question de l'exploitation ou de la *pwofitasyon* dans son ensemble.

Par ailleurs, il faut également noter que la volonté de pérenniser ce monopole symbolique du registre contestataire empêche les responsables syndicaux indépendantistes de commenter l'activité des autres organisations. En ce sens, ne pas faire référence à d'autres organisations syndicales en dehors du giron des organisations patriotiques signifie l'exclusivité du combat indépendantiste, rappelle les ambitions hégémoniques de l'UGTG et disqualifie intrinsèquement les autres organisations « *dont l'anticolonialisme n'est pas conséquent, dont les modalités d'action ne sont pas assez radicales, dont les préoccupations sont éloignées de celles des Guadeloupéens* »²⁰. In fine, cette posture permet également de ne pas confronter l'ouvriérisme officiel de l'UGTG à la diversité des registres auxquels son intervention syndicale emprunte – registres qui sont, on l'a vu, particulièrement éclectiques, quitte à évacuer un certain nombre de contradictions pratiques.

¹⁹ Entretien avec Gaby Clavier, ancien secrétaire général de l'UGTG, juin 2014.

²⁰ Pour reprendre les termes de Gaby Clavier.

La CGTG : former un syndicat « Lutte de classes » ?

En 2015, la Confédération Générale des Travailleurs Guadeloupéens est considérée, en termes de représentativité et en nombre de militants, comme le second syndicat de l'île. Revendiquant aujourd'hui 6000 adhérents, la CGTG est historiquement implantée dans le secteur du bâtiment et les plantations de bananes, où elle est toujours majoritaire. Aujourd'hui dirigée par Jean-Marie Nomertin, l'organisation présente un profil plus radical que la CGT métropolitaine, la CGTG se veut très autonome vis-à-vis du syndicat français avec lequel la CGTG entretient une sororité conflictuelle. Pour expliquer cette évolution, on peut d'emblée noter que l'absence de lien organique avec la centrale française, si elle se traduit par des difficultés en termes de représentation du fait de la non-reconnaissance du fait syndical en Guadeloupe (puisqu'il faut en effet être affilié, de façon sectorielle, à une confédération hexagonale pour satisfaire les critères de représentativité), a participé à soustraire les organisations locales aux tensions générées en France par l'accession de la gauche institutionnelle au pouvoir parmi les milieux syndicaux.²¹ Mais il s'agit également de prendre en compte les effets hétéronomes de l'espace des mouvements sociaux et du travail politique réalisé par les militants trotskistes qui s'évertuent à faire de la CGTG un syndicat « lutte de classes ».

Ainsi, à l'inverse de l'UGTG, la vision dominante au sein de la CGTG insiste sur les délimitations opérées par le groupe ouvrier mobilisé, dans une perspective marxiste et léniniste insistant sur le syndicat comme vecteur d'« unité organique » de la classe ouvrière²². Cette conception prévaut d'abord du fait de l'investissement stratégique de militants trotskistes issus de l'organisation Combat Ouvrier, qui assurent l'essentiel des tâches de direction, d'animation et de formation du syndicat en Guadeloupe depuis les années 80 - durant lesquelles ils ont conquis l'appareil cégétiste au terme d'un travail patient de construction et de structuration, en réaction à la tentation hégémonique de la mouvance indépendantiste et au déclin du Parti Communiste Guadeloupéen. En mettant en avant des conflits dont les protagonistes sont présentés comme « des exploités parmi les exploités » et en défendant une ligne strictement « classiste », la CGTG cherche clairement à contester les prétentions hégémoniques de l'UGTG en dénonçant certaines formes de compromissions dont le syndicat indépendantiste se rendrait coupable vis-à-vis du patronat. En outre, même si ce modèle s'appuie sur une forme de fonctionnement avant-gardiste qui n'est pas partagé par tous les adhérents, la CGTG se prévaut également d'une forme d'organisation présentée comme plus flexible et plus démocratique que celle proposée par le syndicat indépendantiste, dont la CGTG n'a de cesse de dénoncer le « caporalisme²³ ».

En guise d'introduction à notre analyse, nous retranscrivons ici les propos de Jean-Marie Nomertin, actuel secrétaire général de la CGTG et porte-parole de Combat Ouvrier, qu'il a tenu dans son discours d'introduction lors de la deuxième journée de formation à destination des nouveaux adhérents dans le cadre du CREO (Comité Régional d'Education Ouvrière). Cette intervention, qui peut paraître étonnante pour des observateurs plus familiers du syndicalisme métropolitain, exprime assez clairement la façon dont les objectifs politiques du syndicat sont présentés par la direction de la CGTG à ses adhérents :

²¹ Tensions abondamment décrites dans les travaux de Julian Mischi à propos de la désorientation syndicale liée aux changements de lignes du Parti Communiste. Voir MISCHI, Julian. *Le communisme désarmé*. Paris : Agone, 2014, p.

²² « La CGTG est un syndicat de classe, c'est-à-dire qu'elle syndique exclusivement des salariés. [...] « C'est un syndicat de masse, car plus les salariés sont nombreux à s'organiser pour se défendre face aux agressions du patronat, plus ils sont forts individuellement et collectivement. » - *Pour les 50 ans de la CGTG*, brochure de la CGTG, novembre 2011.

²³ Souligné par nous.

« Bonjour le bonjour camarades, certains me connaissent, je suis Jean-Marie Nomertin, je suis secrétaire général de la CGTG. Alors, ce n'est pas un titre honorifique, hein, nous sommes un syndicat démocratique, parmi les dirigeants moi je leur fais confiance, nous sommes tous un peu secrétaires généraux. Je voudrais saluer tous les camarades qui sont présents aujourd'hui pour cette journée de formation organisée par la CGTG. Alors, la première chose que je voulais dire c'est que la CGTG est un syndicat révolutionnaire. C'est-à-dire un syndicat de luttes, et que cette lutte c'est une lutte de classes. C'est pour cela que vous êtes là, et c'est pour ça que la CGTG met en place ce volet idéologique de la formation, que nous considérons très important pour mener les combats qui attendent le syndicat. C'est important, parce que c'est la seule façon d'obtenir des victoires syndicales. Il y a quelques jours on a mené des actions pour réintégrer des camarades dockers, eh bien même si le tribunal avait ordonné la réintégration des camarades, ce n'est qu'au prix des actions qu'on a obtenu gain de cause²⁴. Quelque part, les patrons d'AREMA – c'est l'entreprise qui employait ces camarades- ils vous ont donné l'occasion de rentrer dans la lutte ! [...] Vous verrez ça, mais à la CGTG, c'est l'assemblée générale des salariés qui décide. La façon de fonctionner de la CGT est collective. Seuls les syndiqués décident. On s'adresse toujours aux non-syndiqués, ils ont le droit d'être informés, mais ce sont les militants qui décident. C'est pour ça qu'il faut apprendre la démocratie, le débat. Un syndicaliste n'est pas là pour imposer quoi que ce soit aux autres membres de l'organisation. Si on est minoritaire on défend son idée, et peut-être un jour, on renverse la tendance. Par exemple : les responsables de la CGT, historiquement, je fais un rappel hein. Mais les gars comme Ludger, Morvan, ils étaient membres du Parti Communiste qui était puissant. Moi je suis à Combat Ouvrier, je suis là pour les camarades qui luttent, quelle que soit leur opinion. Mais c'est également pour ça que l'on a besoin de camarades qui se portent volontaires pour être dirigeants. Nous manquons de dirigeants, donc voilà, malheureusement trop de syndicalistes ne sont qu'adhérents. C'est l'enjeu de nos formations, que des camarades sortent du rang et prennent leurs responsabilités, en connaissance de cause. Voilà, j'espère que vous trouverez des réponses à vos questions, n'hésitez pas à demander on n'est pas ici à l'école, n'hésitez pas à nous donner des retours aussi parce que nous souhaitons mettre en place des formations les plus interactives possibles ! Je vous souhaite de bonnes journées de formation au CREO ! »

Les ressorts de classe de la formation CGTG-iste

On remarque d'emblée que le formateur présent, Christian, insiste sur l'importance de la démocratie ouvrière dans le cadre de la formation syndicale. Ce rappel possède ici une double fonction : renforcer la démonstration que la démocratie ouvrière requière une forme d'organisation spécifique nécessaire au bon fonctionnement de l'organisation et, dans le même temps, rappeler que la focalisation patronale sur l'orientation politique du syndicat ne doit pas inhiber l'expression pluraliste du syndicat :

« Pourquoi on parle de la démocratie ouvrière depuis hier, parce qu'on fonctionne depuis la base vers le sommet. Si j'avais été un patron, j'aurais inversé la pyramide. Les patrons ils auraient mis Jean-Marie (Nomertin, NDLR) en haut, parce que tout le monde le connaît et parce qu'ils le craignent. Mais non, ça ne fonctionne pas comme ça, c'est la démocratie ouvrière. Ni Nomertin, ni moi, ni les secrétaires confédéraux ne peuvent déterminer à eux seuls l'orientation du syndicat, il faut passer par la Commission Exécutive ou le Bureau. On n'est pas là tous les jours pour vérifier que la démocratie est respectée. Mais par exemple, on ne peut pas avoir un tel,

²⁴ Au moment de cette réunion, ce conflit vieux de près de trois ans opposait la direction du groupe AREMA à plusieurs dockers militants à la CGTG. Anciennement recrutés et rémunérés selon un système propre aux conventions collectives des docks, ces militants CGTG se sont syndiqués pour dénoncer la précarité du travail liée aux conditions d'embauches journalières sur le port. Fer de lance des revendications de la CGT dans le secteur, la titularisation de ces contrats avait pourtant été obtenue suite aux accords signés dans la branche en 2010, dans la foulée des mobilisations de l'hiver 2009. Par la suite écartés des listes de titularisation sans motif apparent – mais vraisemblablement pour leur activité syndicale - les syndicalistes ont porté l'affaire devant les prud'hommes et obtenu leur réintégration au terme d'un premier jugement. Une nouvelle décision du tribunal de Pointe-à-Pitre a pourtant donné raison aux militants de la CGT, ordonné leur réintégration et le paiement des jours de travail en retard – qui couraient alors d'octobre 2012 à mai 2014, soit plus d'un an et demi de salaire.

responsable, qui appelle à voter pour lui ou pour je ne sais pas qui aux élections. Le cas se pose, par exemple, avec Combat Ouvrier : écoutez bien Nomertin, quand il est CGTG, il est CGTG. Quand il est Combat Ouvrier, il est Combat Ouvrier. Ce n'est pas la même casquette. Il ne s'en cache pas, mais il n'engage pas l'organisation CGT. »

Un ouvriérisme « restrictif » ?

Un des buts de la formation semble explicitement être de détourner les aspirants syndicaux que certains réflexes de collaboration profondément enracinés dans l'organisation du travail en Guadeloupe. Résister à la collaboration de classe en établissant et en rappelant les frontières qui séparent l'employeur et les salariés, battre en brèche le paternalisme économique et social qui caractérise les relations de subordination au sein de l'entreprise, et inciter les travailleurs à ne pas reculer devant l'éventualité du conflit sont présentés comme des *leitmotiv* de la journée de formation. En questionnant – voire en dénonçant – certaines attitudes et certains comportements tels que la déférence envers l'employeur, l'acceptation tacite des « faveurs » et des cadeaux, le formateur CGTG cherche manifestement à expurger les logiques de culpabilisation induites par le clientélisme ostensibles de certains employeurs. Il s'agit de convaincre les nouveaux syndiqués non seulement du bienfondé de leur action, mais également du caractère avilissant du système de collaboration institué par le patronat local :

« C'est un syndicat de classe ! *Pa ni* patrons ! Il n'y a que des salariés. Pourquoi on dit “de classe” ? Parce qu'en face de nous, qu'on a en face, ce sont les patrons. Les intérêts de notre classe ne sont pas ceux de la classe en face. C'est avec notre cerveau et avec nos muscles qu'on rapporte de l'argent aux autres. Nous on fournit un travail et en contrepartie on nous donne un chèque. Il faut en être conscient si on ne veut pas se faire avoir. Mais il faut aussi s'appuyer sur du collectif. Bien sûr, il y a toujours des syndicalistes pour venir et pour dire “Moi, le patron je le tutoie, on se fait la bise avec le patron !”. Sauf que si vous faites ça eh bah quand il y a un conflit c'est mort ! Notre problème, c'est pas de savoir si le patron est gentil, s'il offre du champagne pour votre anniversaire ou des cadeaux à Noël. Le reste de l'année, il est patron, vous êtes syndicalistes, point ! »²⁵.

On le voit pourtant à l'aune de cette intervention, envisager le conflit ne s'oppose pas à la volonté d'aménager un espace de dialogue. Il s'agit, au contraire, de soustraire cet espace d'intervention aux pressions patronales qui viendraient neutraliser la possibilité d'un dialogue sur des bases revendicatives – fussent-elles sujettes à conflit au sein de l'entreprise ou de l'administration en question – tout en réaffirmant les fondements de classe de la pratique syndicale :

« Celui qui ne demande rien : il n'a rien ! Celui qui demande poliment, il aura peut-être quelque chose, et encore, ce n'est pas sûr ! Celui qui tape du poing sur la table et peut-être qui bloque, il aura peut-être quelque chose en plus. C'est le rapport de force et ça marche très bien, comme ça. Et on ne va pas en prison pour ça. A quoi sert le dialogue si l'on n'obtient rien ? On peut tomber sur un abruti, comme vous là (*il s'adresse à des salariés d'une entreprise de Jarry, qui rient en entendant son propos*), et puis voilà boum ! A un moment donné ça va au conflit, direct ! On peut aussi tomber sur un gentil métrô qui se la joue, intelligent, social, avec une volonté de dialogue. Et puis il va vous balader, un mois, deux mois, trois mois, un an ? ! Eh oui ! C'est un fait : les salariés ont besoin d'avoir des représentants qui claquent un peu ! Qui savent s'opposer. »²⁶.

Enfin, la formation à la CGTG s'élève contre l'idée d'un recours au droit vidé de sa dimension conflictuelle et de sa dimension participative (à la fois comme levier de mobilisation, mais également comme vecteur de politisation et transparence). Ce faisant, la CGTG critique une forme de syndicalisme « réformiste » tendant à considérer le recours au droit de la part des salariés dans sa dimension instrumentale – en somme, comme un moyen de cadrer les relations sur le lieu de travail et de prévenir la conflictualité sociale. Pour la CGTG, cette posture critique semble

²⁵ Intervention de Christian, cadre commercial et formateur CGTG, Formation à destination des nouveaux adhérents, 25-26 mai 2014.

²⁶ Idem

particulièrement importante pour refuser d'une part, le fait de subordonner le rôle de contestation de l'organisation syndicale à sa capacité de concertation et, d'autre part, pour préparer ses adhérents aux tentatives patronales visant à discréditer le conflit social lorsqu'il « déborde » du cadre de la stricte représentation des intérêts attribués aux groupes mobilisés :

« Quand je dis que vous deviez être des « hors-la-loi », ce n'est pas une question de se comporter comme des voyous. Il ne faut pas non-plus avoir peur d'aller en prison pour faire du syndicalisme. La loi, elle soit s'appliquer, mais la loi elle s'interprète. Si le patron a quelque chose à nous reprocher, il faut lui rappeler : “Oui oui, mais vous aussi vous avez des obligations, maintenant il y a conflit, il y a conflit.” La loi elle nous donne des avantages, je ne vois pas pourquoi on ne les prendrait pas. On est dans le système, donc on défend nos droits. Si nous on ne se bouge pas, le peu d'acquis qui nous reste, on fera tout pour nous les retirer. Mais faire du syndicalisme, c'est aussi être un hors-la-loi, parce que dès que l'on revendique pour gagner des droits nouveaux, on est plus seulement dans l'interprétation, on est déjà “au-delà” de la loi. »²⁷.

Remarques conclusives

En interrogeant la place du référentiel ouvrier, nous avons d'abord souhaité rendre compte de la légitimité que les acteurs syndicaux attribuent à la classe ouvrière, et comment ceux-ci s'efforcent de maintenir et de faire vivre des collectifs mobilisés à partir d'une grille de lecture qui se pose en termes de lutte des classes. Chemin faisant, en questionnant la vocation hégémonique des syndicats à travers les différentes appropriations de la notion de classe ouvrière, nous nous sommes introduits dans les querelles particulières entre groupes d'intérêt socialement marqués et politiquement orientés. Il s'agissait, en suite, de prendre en compte les effets hétéronomes de l'espace des mouvements sociaux sur le champ syndical, à travers la singularité combinée des luttes économiques, sociales et culturelles, dans l'optique de questionner les logiques la conquête du pouvoir politique et de l'affranchissement de la tutelle coloniale - avec tout ce que ces effets d'hétéronomie peuvent induire en termes de stratégie, de mise en perspective et d'appréciations tactiques.

Nous avons vu que motivations idéologiques s'introduisent dans les parcours militants, d'où l'intérêt de chercher comprendre ce qui fait la stabilité des environnements idéologiques dans lesquels les parcours militants sont encastrés. Et, par ailleurs, il nous semble important de chercher à identifier les éléments contextuels et structurels dans lesquels ces ressources idéologiques agissent comme un facteur de longévité de l'engagement militant aux Antilles, au-delà des éléments qui permettent d'expliquer la place que ces derniers occupent au sein de leurs organisations respectives : l'homogénéité biographique qui caractérise nombre de leaders syndicaux antillais, des similitudes en terme de parcours (origine relativement favorisée, études supérieures en métropole, fréquentation des cercles d'étudiants caribéens et des organisations à la gauche du Parti Communiste aux Antilles et en France hexagonale).

En outre, la formation syndicale joue également un rôle dans ce dispositif de maintien du référentiel ouvrier. Dans cette optique, l'intérêt n'est pas tant de discerner ce que la formation fait aux syndicalistes que d'insister sur ce qu'elle nous dit du syndicalisme, dans la mesure où l'institutionnalisation de la formation syndicale en a fait la scène d'une tension fondamentale entre logique d'autonomie, héritage de l'éducation ouvrière, et une logique de gestion, qui semble emprunter un chemin sensiblement différent en Guadeloupe que dans l'hexagone. On l'a vu, la formation concourt à l'acquisition d'une culture syndicale faite d'un langage, de

²⁷ Idem

pratiques, de symboles, de façon d'être spécifiques qui permettent aux syndicalistes de se distinguer les uns des autres tout en se reconnaissant, puisque les définitions légitimes de la démocratie syndicale et, plus largement du syndicalisme lui-même, qui sont propres à chaque organisation (Ethuïn et Yon, 2014).

Enfin, les éléments présentés ici gagneraient être complétés par une description plus approfondie des interactions entre responsables syndicaux et militants de base – ce à quoi nous nous employons dans le cadre de notre travail de thèse. Il existe, notamment, de nombreuses façons de discerner « en creux » le poids de cet appareillage idéologique dans le fonctionnement des structures syndicales. D'abord, en s'entretenant avec des militants plus récemment arrivés au sein des organisations et en s'apercevant que ces derniers, parce qu'ils sont plus soucieux des apprentissages techniques et pragmatiques de l'activité syndicale, parce qu'ils n'ont pas reçu des dispositions à des formes d'adhésion et d'identification politique de par leur socialisation, sont moins familiers des débats idéologiques que les responsables syndicaux. Car ce sont le plus souvent ces militants qui nous renseignent « de l'extérieur », sur la densité du corpus idéologique qu'ils ont pour tâche d'assimiler, justement parce qu'ils se trouvent en délicatesse avec certaines thématiques, éprouvent des difficultés ou des velléités critiques vis-à-vis de certaines orientations politiques – tout en validant les choix des directions, et en reconnaissant la légitimité des combats passés dont les responsables syndicaux tirent une part importante de leur autorité morale. Ce sont ces contradictions de fonctionnement qui sont au cœur du *hiatus* permanent entre les équipes d'animation syndicales : nombre de militants qui ont rejoint les organisations syndicales suite aux mobilisations d'ampleur de la fin des années 2010 ou à cause de contentieux dans leur environnement professionnel ne perçoivent le caractère contraignant de la culture de l'organisation qu'une fois entrés dans les organisations syndicales. Ils évoquent souvent une forme de surprise, un sentiment de décalage vis-à-vis de ce qu'ils considèrent être un changement dans la règle du jeu : un effort d'adaptation voire de conformation à l'idéologie organisationnelle que l'entrée dans le syndicat n'avait pas forcément laissée présager – difficulté d'autant moins comprise par les responsables syndicaux que ceux-ci ont le sentiment que la justification sociale de leur investissement syndical voire, le succès des mobilisations, sont conditionnés par cet effort de maintien de l'idéologie dans l'organisation.